

## [Text]

federal government ought to undertake a discussion with the provincial counterparts such that they embrace Farm Credit Corporation as part of the write-down rather than excluding it. I wonder if the Alberta Soft Wheat Growers Association would express their view perhaps in more detail, having recognized—which I strongly do—that this is a problem of some considerable seriousness.

**Mr. Prudek:** Mr. Chairman and Mr. Vice-Chairman, yes, there is a mechanism, and unfortunately when the problem started about a year ago, we as an association naturally went to those people with whom we could communicate closely; that is, our own provincial people. It is most unfortunate that we did not journey here to Ottawa and visit with the Farm Credit people, because in retrospect that is what we really should have done. We went the wrong way.

Naturally, we generated the pressure upon our provincial people to try to find some relief in this area. But as it sits now—and I am sure you are all aware—there is the three-month penalty that in essence destroys the one-year advantage. It wipes it out. This should not have happened. If it had been recognized by FCC, I think they could have done the write-down. There would have been just a very simple change, and we could have achieved the very same things without losing that one-year advantage.

**Mr. Malone:** Let me put that scenario in place, then. Given hypothetically that FCC will allow you to get out of their loans without any penalty, and Alberta is sitting with a policy that allows for a significant interest rate write-down, would it not be presumable that most of the files from FCC in the province of Alberta then would go to other sources for financing since the Alberta government does not allow its program to attach to FCC?

**Mr. Eckert:** It would seem that is the case, Mr. Chairman. But in discussing this with the director this afternoon—we did this just prior to our coming here—it seems that the federal government should have offered the very thing that Alberta did, but it should have been up front in that scene. That would have left the portfolio with the Farm Credit Corporation. They would have retained the good accounts along with the bad accounts. We have also been informed that they are going to be left with the bad accounts, and the good accounts will be transferred to the other program in Alberta. We regret that is happening.

• 1555

I might also comment that another concern expressed is that the mortgage expense would have been avoided had the interest write-down taken place in the hands of the federal farm board, so there is a double penalty there.

**Mr. Malone:** I will undertake to place some phone calls on this question. It is a serious one. I am not sure what we can resolve; I will just undertake to look at it further.

## [Translation]

me semble que le gouvernement fédéral devrait entamer des discussions avec les autorités provinciales de façon à obtenir que les crédits de la SCC soient intégrés dans le programme de réduction des taux d'intérêt, au lieu d'en être exclus. Pourriez-vous peut-être préciser votre position à ce sujet, sachant—et j'en ai la conviction—qu'il s'agit là d'un problème non négligeable.

**M. Prudek:** Monsieur le président et monsieur le vice-président, oui, il existe un mécanisme, mais malheureusement lorsque le problème est apparu il y a environ un an, nous nous sommes adressés, en tant qu'association, à ceux avec lesquels nous pouvons communiquer le plus facilement, c'est-à-dire aux autorités provinciales. Il est regrettable que nous n'ayons pas fait le déplacement jusqu'à Ottawa pour parler aux responsables de la Société de crédit agricole car, rétrospectivement, nous comprenons que c'est cela que nous aurions dû faire. Nous ne nous sommes pas adressés à ceux à qui il aurait fallu.

Naturellement, nous avons fait pression sur les autorités provinciales afin qu'elles cherchent une solution. Mais, dans l'état actuel des choses—comme vous le savez tous sans doute—il existe cette pénalité équivalent à trois mois d'intérêt qui, dans la pratique, réduit à néant le gain d'une année. Cela n'aurait jamais dû se produire. Si la SCC avait été tenue au courant, elle aurait pu pratiquer elle-même l'abattement. Il aurait suffi d'un changement tout simple et nous aurions abouti au même résultat sans perdre ce gain d'une année.

**M. Malone:** Je voudrais bien comprendre le scénario. En supposant que la SCC vous permette de rembourser de manière anticipée ses prêts, sans pénalité, l'Alberta ayant un programme de crédit à taux réduit, est-ce que cela ne signifie pas que la majorité des débiteurs de la SCC en Alberta s'adresseront à d'autres sources de crédit, puisque le programme du gouvernement provincial exclut les prêts de la SCC?

**M. Eckert:** C'est bien ainsi que les choses semblent se passer, monsieur le président. Mais j'en ai discuté avec le directeur cet après-midi. Je l'ai rencontré juste avant notre venue ici—il semble que le gouvernement fédéral aurait dû offrir ce même abattement que l'Alberta, sur ses propres prêts. Ainsi, la Société de crédit agricole aurait conservé le portefeuille. Elle aurait conservé les bonnes créances et pas seulement les mauvaises. Nous avons nous-mêmes été informés qu'elle resterait avec seulement les mauvaises créances, les bonnes étant transférées au programme provincial. Nous déplorons cet état de chose.

J'aimerais aussi ajouter qu'il aurait été possible d'éviter ces frais de transfert d'hypothèque si la Société du crédit agricole avait elle-même accordé une réduction du taux d'intérêt, et cela constitue donc une double pénalité.

**M. Malone:** Je m'engage à faire quelques appels téléphoniques pour me renseigner. C'est un grave problème. Je ne sais pas quelle solution nous pourrions trouver mais je m'engage à obtenir de plus amples renseignements.